

IRSNINSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Perception des risques par des leaders d'opinion

Résultats d'ensemble

Juin 2008

Siège social
31, avenue de la Division Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B440 546 018

Téléphone
+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier
B.P. 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site internet
www.irsn.org

IRSNINSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Système de management
de la qualité IRSN certifié

Perception des risques par des leaders d'opinion Résultats d'ensemble du panel

Direction de la stratégie, du développement et des relations extérieures
Division ouverture à la société
Rapport IRSN-DSDRE n° 15
Juin 2008

COLLABORATION IRSN :

Marie-Hélène El Jammal,
Statisticienne spécialisée dans les enquêtes, Division ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des relations extérieures, IRSN - Responsable du baromètre IRSN - Rédaction du rapport

François Rollinger,
Responsable de la Division ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des relations extérieures, IRSN - Supervision du projet

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

IRSN
DSDRE - Division ouverture à la société
BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33
Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62
marie-helene.eljammal@irsn.fr

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
FAITS SAILLANTS.....	5
1 ^{ère} PARTIE : Les LEADERS FACE à 15 situations à RISQUES	6
<hr/>	
2 ^{ème} PARTIE : Regards des LEADERS sur l'EXPERTISE.....	12
<hr/>	
Chapitre 1. Le rôle des experts scientifiques	13
Chapitre 2. Les modes de diffusion des résultats d'une expertise.....	15
Chapitre 3. Les freins à la diffusion des résultats d'une expertise	18
Chapitre 4. La perception des structures pluralistes	21

Introduction

Objectifs

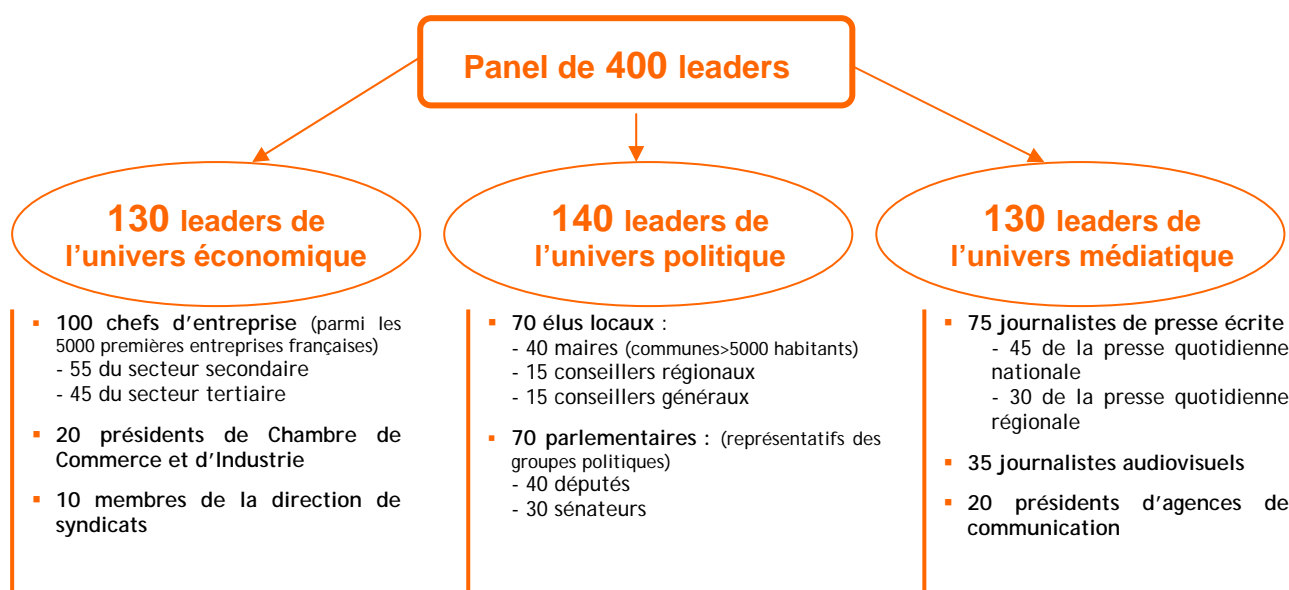
Ce rapport a pour objet de faire le point sur la perception que les leaders d'opinion peuvent avoir du danger de situations à risque et d'apprécier leur jugement sur l'expertise scientifique. Leurs réponses seront mises en perspective avec celles recueillies auprès du grand public dans le cadre du Baromètre IRSN¹.

Méthodologie

Les enquêteurs de l'Institut de sondage BVA ont interrogé par téléphone du 29 juin au 27 juillet 2007 un panel constitué de 400 leaders d'opinion. Au total, 395 leaders ont répondu à une quinzaine de questions.

Vision d'ensemble du panel BVA

Le panel leaders d'opinion est constitué de 400 décideurs appartenant aux trois univers politique, économique et médiatique. Ils se répartissent comme suit :



¹ Dès 1977, l'Institut (alors dénommé IPSN) a été chargé de l'évaluation des risques dus aux rayonnements ionisants et aux installations nucléaires et radiologiques, pour les travailleurs et pour le public. L'institut a alors jugé nécessaire d'étudier les composantes psychologiques et sociales du risque afin de comprendre les mécanismes de l'opinion et de mieux prendre en compte les comportements des personnes concernées par la gestion d'un risque (crise, site pollués, radon, etc.)

C'est dans ce cadre qu'a été créé en 1988 le Baromètre sur la perception des risques et de la sécurité, une enquête annuelle d'opinion réalisée auprès du public par des instituts de sondage. Cet outil, unique en France par le nombre des données et leur suivi dans le temps, permet à l'IRSN de suivre l'évolution des attitudes et des opinions du grand public sur les risques et la sécurité notamment dans les domaines sanitaire, industriel, alimentaire, environnemental..

Questionnaire

Les questions posées aux leaders d'opinion sont celles du Baromètre de l'IRSN. Pour la plupart, les libellés sont identiques afin d'effectuer des comparaisons pertinentes. Certaines ont été adaptées pour répondre à la contrainte d'une enquête téléphonique. Elles se regroupent de la manière suivante :

- **Perception des risques par les leaders** : elle est mesurée par leurs réponses à une question : « *Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi-nuls, faibles, moyens, élevés, très élevés* ». 15 situations leur sont proposées, parmi lesquelles : les déchets radioactifs, la pollution atmosphérique, les centrales nucléaires, les produits alimentaires, les OGM.
- **Rôle des experts scientifiques** : quatre affirmations sont proposées aux leaders qui apportent leur réponse suivant une échelle allant du « pas du tout d'accord » à « entièrement d'accord ». Deux affirmations traitent de la relation expert et décideur (« *Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre* », « *Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques* »), une autre porte sur la présentation des désaccords des experts (« *Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord* ») et la dernière met en scène la précaution comme principe pour gérer un risque face aux doutes des experts (« *En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes* »).
- **Transparence de l'expertise** : pour rendre compte des résultats d'expertise, un organisme d'expertise peut prendre un certain nombre de mesures. Lesquelles sont jugées pertinentes par les leaders ? S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens ? Organiser des réunions publiques pour débattre de leurs travaux ? Rendre publics ses rapports d'expertise ?.. Et, pour mieux faire comprendre les décisions, jugent-ils utile la mise en ligne sur Internet de tous les rapports d'expertise ?
- **Freins à la transparence de l'expertise** : quelles raisons, selon les leaders pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique ? La lutte contre le terrorisme ? La propriété industrielle ? etc..
- **Perception des structures pluralistes** : quels avantages les leaders voient-ils dans des structures de dialogue réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'intéresser à certaines situations à risques. Et qui, selon eux, doit y participer ?

Ce rapport technique d'enquête fournit toutes les statistiques sur lesquelles s'appuyer pour commenter les réponses des leaders interrogés.

Les réponses des leaders sont comparées à celles des Français interrogés à leur domicile du 20 novembre au 12 décembre 2007 par l'institut de sondage BVA. 1002 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu.

Ces comparaisons avec le grand public sont données à titre indicatif compte tenu des différences de passation des deux enquêtes : dates différentes (juillet 2007 pour les leaders contre novembre 2007 pour le public) ainsi que le mode d'interrogation (téléphone pour leaders et face à face pour le public).

PERCEPTION DES RISQUES pages 6 à 11

- Les deux plus grandes craintes des leaders d'opinion pour les Français : la pollution atmosphérique et le terrorisme.
- Le public plus alarmiste que les leaders face au risque mais une forte convergence pour classer les 15 situations de la plus redoutée à la moins redoutée à quelques exceptions notables près.

REGARD DES LEADERS SUR L'EXPERTISE : pages 12 à 25**Le rôle des experts scientifiques page 13 à 14**

- Les leaders d'opinion voient les experts scientifiques remplir avant tout une mission d'évaluation, en amont de la décision, qui doit le cas échéant rendre compte des points de désaccord entre différents experts.
- Le public approuve plus que les leaders le principe de précaution face aux doutes des experts.

La diffusion des résultats d'une expertise pages 15 à 20**Les modes page 15**

- La transparence des expertises est considérée importante mais pas prioritaire.
- Les leaders partagés sur l'utilité d'une mise en ligne sur Internet des rapports d'expertise pour mieux faire comprendre les décisions.

Les freins page 18

- La lutte contre le terrorisme et le secret défense : les deux principaux freins à la diffusion des résultats d'une expertise aux yeux des leaders d'opinion.
- L'incertitude scientifique et la lutte contre le terrorisme aux yeux du public.

La perception des structures pluralistes..... pages 21 à 25

- Les structures pluralistes jugées utiles indéniablement par les leaders et le public.
- La pluralité, un véritable outil d'aide à la décision et à la communication pour les leaders, un véritable outil de lutte contre le risque pour le public.

Perception des risques des leaders

PREMIERE PARTIE :

*Les leaders face à 15
situations à risques*

Les leaders face à 15 situations à risques

Les deux plus grandes craintes des leaders d'opinion pour les Français : la pollution atmosphérique et le terrorisme

Les leaders d'opinion sont plutôt mesurés dans leur perception des risques pour les Français. Sur l'ensemble des 15 situations abordées, aucune ne récolte des scores supérieurs à 50% de réponses « élevés ».

Ce sont la pollution atmosphérique et le terrorisme qui constituent les deux plus grandes craintes des leaders d'opinion pour les Français (46% pour la pollution atmosphérique et 42% pour le terrorisme). La pollution des sols (37%), les déchets et les installations chimiques (32% et 29%) constituent les autres risques industriels les plus reconnus. Le bruit est également pour eux l'une des situations les plus à craindre (35 % de risques élevés). Les risques relatifs à la radioactivité et aux OGM sont perçus encore moins forts aux yeux des leaders d'opinion (24% considérant les risques élevés pour les déchets radioactifs, 21% pour les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et 21% pour les OGM). Quant aux risques dits émergents, ils ne semblent pas vraiment préoccuper les leaders d'opinion : la canicule, les antennes de réseau pour téléphones portables et les radiographies médicales sont synonymes de risques élevés pour moins de 20% d'entre eux.

Le public plus alarmiste que les leaders face au risque mais une forte convergence pour classer les 15 situations de la plus redoutée à la moins redoutée à quelques exceptions notables près

Comparé aux leaders, le grand public semble être parallèlement beaucoup plus alarmiste sur l'ensemble des risques : en moyenne, une situation est jugée à risque élevée par 25% des leaders contre 45% du public soit une différence de 20 points. Ces écarts traduisent une utilisation différente de l'échelle de notation par le public et les leaders pour se prononcer sur le danger d'une situation.

Les écarts les plus importants concernent essentiellement le nucléaire et la radioactivité : +37 points de différence sur les risques estimés élevés des déchets radioactifs (60% contre 23% auprès des leaders), +33 points concernant les centrales nucléaires (45% contre 12% auprès des leaders), +30 points concernant les retombées radioactives de Tchernobyl (51% contre 22% auprès des leaders). Les écarts de perception sur la pollution atmosphérique et les déchets chimiques sont également parmi les plus forts (près de 30 points de différence).

Les écarts les moins importants sont aussi remarquables : seulement 10 points de différence pour la canicule, et encore moins sur le terrorisme (+4) et sur le bruit (+3). Ces écarts plus faibles démontrent en fait la plus grande importance relative que les leaders accordent au danger de ces situations.

Finalement, lorsqu'il s'agit d'ordonner les situations de la moins redoutée à la plus redoutée, il y a une grande convergence du classement des leaders et de celui du public. Celles qui les opposent sont peu nombreuses : le terrorisme, le bruit, la canicule qui inquiètent plus les leaders alors que ce sont les déchets radioactifs et les centrales nucléaires qui inquiètent plus le public.

Les réponses des leaders à la question : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi-nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? » (1/2)

Les déchets radioactifs

Quasi-nuls	17,8%
Faibles	34,2%
S/T Faibles	51,9%
Moyens	24,2%
S/T Elevés	23,3%
Elevés	16,6%
Très élevés	6,8%
(NSP)	0,5%

La pollution atmosphérique

Quasi-nuls	1,0%
Faibles	14,7%
S/T Faibles	15,8%
Moyens	37,9%
S/T Elevés	46,1%
Elevés	38,4%
Très élevés	7,7%
(NSP)	0,2%

Les centrales nucléaires

Quasi-nuls	21,1%
Faibles	44,2%
S/T Faibles	65,3%
Moyens	22,5%
S/T Elevés	12,2%
Elevés	8,3%
Très élevés	3,8%
(NSP)

Les produits alimentaires

Quasi-nuls	20,1%
Faibles	40,7%
S/T Faibles	60,8%
Moyens	31,5%
S/T Elevés	7,4%
Elevés	7,2%
Très élevés	0,2%
(NSP)	0,3%

Les déchets chimiques

Quasi-nuls	5,5%
Faibles	22,5%
S/T Faibles	28,0%
Moyens	39,9%
S/T Elevés	31,9%
Elevés	27,1%
Très élevés	4,7%
(NSP)	0,2%

Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl

Quasi-nuls	17,8%
Faibles	28,8%
S/T Faibles	46,6%
Moyens	30,1%
S/T Elevés	21,6%
Elevés	18,4%
Très élevés	3,2%
(NSP)	1,8%

Le terrorisme

Quasi-nuls	1,5%
Faibles	15,0%
S/T Faibles	16,5%
Moyens	41,4%
S/T Elevés	41,9%
Elevés	31,7%
Très élevés	10,2%
(NSP)	0,2%

Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)

Quasi-nuls	20,9%
Faibles	33,4%
S/T Faibles	54,4%
Moyens	21,8%
S/T Elevés	21,1%
Elevés	17,2%
Très élevés	4,0%
(NSP)	2,7%

Les installations chimiques

Quasi-nuls	4,0%
Faibles	28,7%
S/T Faibles	32,7%
Moyens	38,2%
S/T Elevés	28,6%
Elevés	25,1%
Très élevés	3,5%
(NSP)	0,4%

Les incinérateurs de déchets ménagers

Quasi-nuls	12,3%
Faibles	28,5%
S/T Faibles	40,8%
Moyens	40,0%
S/T Elevés	18,0%
Elevés	15,0%
Très élevés	3,0%
(NSP)	1,2%

Les réponses des leaders à la question : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi-nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? » (2/2)

Les antennes de réseau pour téléphones portables

Quasi-nuls	40,4%
S/T Faibles	61,7%
Moyens	25,6%
S/T Elevés	9,6%
Elevés	7,8%
Très élevés	1,8%
(NSP)	3,2%

Les radiographies médicales

Quasi-nuls	22,7%
Faibles	44,0%
S/T Faibles	66,7%
Moyens	25,7%
S/T Elevés	6,5%
Elevés	5,9%
Très élevés	0,6%
(NSP)	1,0%

Le bruit

Quasi-nuls	2,9%
Faibles	22,2%
S/T Faibles	25,2%
Moyens	40,3%
S/T Elevés	34,4%
Elevés	29,8%
Très élevés	4,6%
(NSP)	0,2%

La pollution des sols

Quasi-nuls	4,5%
Faibles	17,1%
S/T Faibles	21,5%
Moyens	41,4%
S/T Elevés	37,1%
Elevés	30,9%
Très élevés	6,2%
(NSP)	

La canicule

Quasi-nuls	12,8%
Faibles	35,6%
S/T Faibles	48,4%
Moyens	33,7%
S/T Elevés	16,8%
Elevés	14,9%
Très élevés	1,9%
(NSP)	1,1%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

(Tableau récapitulatif des % de risques élevés)

Base :
395 leaders 1002 public
% de risque élevé

La pollution atmosphérique	46,1	72,4
Le terrorisme	41,9	45,5
La pollution des sols.....	37,1	62,8
Le bruit	34,4	36,6
Les déchets chimiques.....	31,9	62,8
Les installations chimiques	28,6	51,2
Les déchets radioactifs	23,3	60,3
Les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl	21,6	51,1
Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	21,1	37,7
Les incinérateurs de déchets ménagers	18	37,4
La canicule	16,8	26,1
Les centrales nucléaires	12,2	45,5
Les antennes de réseau pour téléphones portables.....	9,6	34,4
Les produits alimentaires	7,4	30,4
Les radiographies médicales	6,5	18,9

	% « élevés »	
	Leaders	Public
Minimum (radiographies médicales)	6,5	18,9
Maximum (pollution atmosphérique)	46,1	72,9
Moyenne	24,8	44,9
Ecart-type	12,5	15,2

La quasi totalité des situations enregistrent des différences significatives entre les deux échantillons : 20 points de plus en moyenne pour le public pour les modalités de réponse « élevés ».

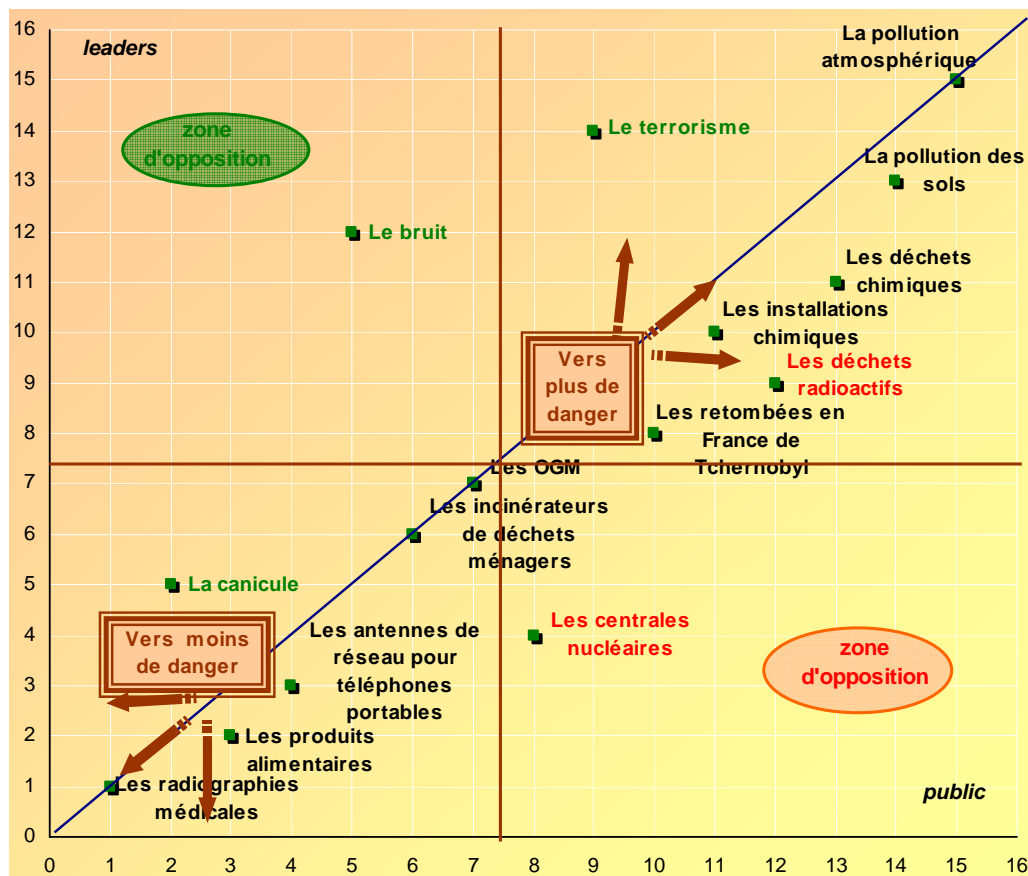
Pour s'affranchir de cette utilisation différente de l'échelle de notation, on s'est intéressé au classement des 15 situations par les leaders et par le public. Pour ce faire, elles ont été ordonnées de la moins redoutée à la plus redoutée sur la base des pourcentages de risques élevés (somme des % « élevés » et « très élevés »). Le même classement est effectué pour le public. Ces deux classements sont mis en perspective dans le graphique qui suit.

Sur l'axe horizontal, est reportée la place de chaque situation dans le classement du public ; sur l'axe vertical, sa place dans celui des institutionnels.

Les situations sur la diagonale obtiennent le même classement dans les deux échantillons. C'est le cas de la pollution atmosphérique qui est la situation jugée la plus dangereuse parmi les 15 proposées pour le public comme pour les leaders. De même les radiographies médicales sont la situation jugée la moins préoccupante pour les deux populations.

En vert sur le graphique, les situations que les leaders craignent plus que le public : le bruit, le terrorisme et la canicule qui restent plus dangereuses pour les leaders.

En rouge, celles plus redoutées par le public : les centrales nucléaires et les déchets radioactifs.



Classement des activités : du risque le plus faible au plus élevé -
Enquête Panel leaders et baromètre IRSN 2008

Perception des risques des leaders

DEUXIEME PARTIE :

*Regards
des leaders
sur l'expertise*

Chapitre 1

Le rôle des experts scientifiques

Le rôle des experts scientifiques vu par les leaders d'opinion : une mission d'évaluation, en amont de la décision, qui doit le cas échéant rendre compte des points de désaccord entre différents experts

Parmi les quatre propositions relatives au rôle des experts, deux se distinguent nettement : les leaders s'accordent à considérer que les experts scientifiques doivent présenter les points de désaccords entre experts dans leurs avis (91% d'accord) - encore plus que dans le public où 81% sont d'accord avec cette idée - et évaluer les risques sans décider des orientations à prendre (78%).

Cette vision précise du rôle des experts devient plus floue quand on aborde le rôle des décideurs : 41% estiment que les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques, quasiment la même proportion exprime leur désaccord sur cette affirmation (36%) et 21% ne tranchent pas (« peut-être d'accord »).

Le public approuve plus que les leaders le principe de précaution face aux doutes des experts

En revanche, le principe de précaution en cas de doutes des experts scientifiques fait moins l'unanimité parmi les leaders qui ne sont plus que 60% à considérer qu'« en matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes ». Le grand public s'attache beaucoup plus au principe de précaution, une des propositions les plus défendues (77% d'accord) même s'il est un peu moins plébiscité qu'auparavant (89% il y a dix ans).

Les réponses des leaders à la question : « Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante. »

En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes

Pas du tout d'accord	5,5%
Pas tellement d'accord	17,8%
S/T Pas d'accord	23,3%
Peut-être d'accord	16,3%
S/T D'accord	59,2%
Bien d'accord	22,6%
Entièrement d'accord	36,6%
(sans opinion, non réponse)	1,1%

Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord

Pas du tout d'accord	1,4%
Pas tellement d'accord	2,2%
S/T Pas d'accord	3,6%
Peut-être d'accord	3,5%
S/T D'accord	91,2%
Bien d'accord	25,3%
Entièrement d'accord	65,9%
(sans opinion, non réponse)	1,7%

Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre

Pas du tout d'accord	3,7%
Pas tellement d'accord	7,3%
S/T Pas d'accord	11,0%
S/T D'accord	78,1%
Bien d'accord	22,6%
Entièrement d'accord	55,5%
(sans opinion, non réponse)

Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques

Pas du tout d'accord	12,0%
Pas tellement d'accord	24,3%
S/T Pas d'accord	36,2%
Peut-être d'accord	21,5%
S/T D'accord	40,4%
Bien d'accord	21,8%
Entièrement d'accord	18,6%
(sans opinion, non réponse)	1,9%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

(Tableau récapitulatif du % S/T D'accord)

	Base :	
	395 leaders	1002 public
	% D'accord	
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord	91,2%	80,9%
Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre.....	78,1%	80,7%
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.....	59,2%	77,4%
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques	40,4%	59,1%

Chapitre 2

Les modes de diffusion des résultats d'une expertise

La transparence des expertises est considérée importante mais pas prioritaire

L'ensemble des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour présenter les résultats d'une expertise abordées dans l'enquête sont plus considérées comme étant des aspects importants que prioritaires.

Malgré tout, les deux aspects jugés les plus prioritaires sont la transparence des rapports d'expertise (42% jugent prioritaire de les rendre publics) et l'engagement à répondre à toutes les questions posées par les associations et les citoyens (38%).

L'accessibilité des travaux en cours, celle de la liste des demandes d'expertise faites à l'expert ou l'organisation de réunions publiques pour débattre des travaux semblent largement moins prioritaires (moins d'un quart des leaders voit une priorité sur ces aspects).

Si le public semble plus exigeant car toujours plus nombreux à considérer l'ensemble de ces éléments comme prioritaires, la hiérarchie des modalités de publication des résultats d'expertise est la même pour les leaders et pour les Français.

Les leaders partagés sur l'utilité d'une mise en ligne sur Internet des rapports d'expertise pour mieux faire comprendre les décisions

Sur la question plus spécifique de l'utilité de mise en ligne sur Internet des rapports d'expertise remis aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation d'installations industrielles, les leaders sont assez partagés, voire sceptiques : ils sont quasiment aussi nombreux à considérer ce type de diffusion utile (36%) qu'inutile (39%) et 24% ne tranchent pas.

Le grand public, premier concerné, reconnaît parallèlement plus l'utilité de la diffusion de ces rapports (51% contre 17% considérant cela inutile).

Les réponses des leaders à la question : «*Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.*»

Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours

Prioritaire.....	26,2%
Important mais pas prioritaire	50,4%
Secondaire.....	23,2%
(NSP).....	0,2%

Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertises qui lui sont faites

Prioritaire.....	21,8%
Important mais pas prioritaire	49,3%
Secondaire.....	28,7%
(NSP).....	0,3%

S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens

Prioritaire.....	38,5%
Important mais pas prioritaire	45,7%
Secondaire.....	15,6%
(NSP).....	0,2%

Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux

Prioritaire	22,0%
Important mais pas prioritaire.....	44,9%
Secondaire	32,6%
(NSP)	0,5%

Rendre public ses rapports d'expertise

Prioritaire	41,8%
Important mais pas prioritaire.....	46,7%
Secondaire	11,5%
(NSP)	0,0%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

(Tableau récapitulatif)

Base :
395 leaders 1002 public

	% Prioritaire		% « Prioritaire » + « Important mais pas prioritaire »	
	leaders	public	leaders	public
Rendre public ses rapports d'expertise	41,8%	64,2%	88,5%	94,9%
S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.....	38,5%	65,4%	84,2%	94,9%
Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours	26,2%	44,5%	76,6%	87,9%
Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux ..	22,0%	44,9%	66,9%	88,6%
Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertises qui lui sont faites.....	21,8%	42,9%	71,1%	85,1%

Les réponses des leaders à la question : «*L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la mise en ligne sur Internet de tous ces rapports d'expertise ?*»

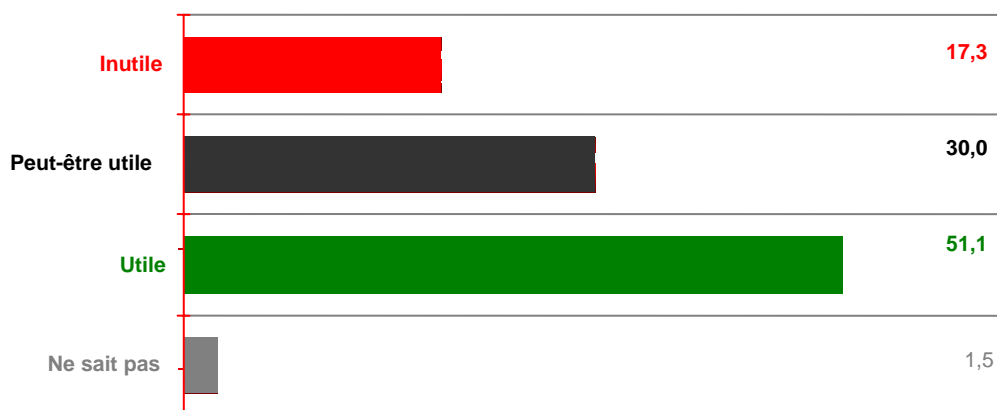
Base:
395 leaders

Pas du tout utile	18,7%
Pas tellement utile.....	20,5%
S/T Inutile	39,2%
Peut-être utile.....	24,2%
S/T Utile	35,9%
Bien utile	18,5%
Entièrement utile.....	17,4%
(NSP)	0,7%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

Baromètre IRSN 2008 : le libellé de la question était légèrement différent.

“ L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?”



Chapitre 3

Les freins à la diffusion des résultats d'une expertise

La lutte contre le terrorisme et le secret défense : les deux principaux freins à la diffusion des résultats d'une expertise aux yeux des leaders d'opinion

D'après les leaders d'opinion, ce sont bien davantage des raisons de sécurité publique que scientifiques ou juridiques qui viennent freiner la diffusion d'une expertise. La lutte contre le terrorisme et le secret défense sont les deux raisons jugées les plus légitimes (75% pour le premier, 69% pour deuxième, dont près de la moitié estimant même que ce sont « tout à fait » des freins à une communication d'expertise).

Dans une moindre mesure, les freins à la diffusion d'expertise relèvent d'aspects scientifiques propres : incertitude scientifique des résultats obtenus (62% de « oui ») et attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise (51%).

En revanche, les éléments juridiques ne constituent pas pour eux une limite à la diffusion des résultats. Sur tous ces aspects, les leaders sont majoritaires à ne pas y voir d'entrave : la propriété industrielle (55% de non), le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication (55%) et les engagements contractuels de l'expert (58%). Il en va de même de *l'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public* (58% n'y voit pas un frein à communiquer).

L'incertitude scientifique et la lutte contre le terrorisme aux yeux du public

Encore une fois, les perceptions des leaders et du grand public présentent à la fois des différences et des convergences. Les Français acceptent moins les freins à la transparence pour des raisons de sécurité publique (65% pour la lutte contre le terrorisme contre 75% auprès des leaders, 55% pour le secret défense contre 69% auprès des leaders) et acceptent plus des freins scientifiques. L'incertitude scientifique des résultats obtenus est ainsi la limite la plus citée par les Français.

Cependant ils convergent pour considérer ces quatre freins comme majoritairement légitimes et les quatre autres majoritairement illégitimes.

Parmi ces derniers, la propriété industrielle citée en dernier par les Français est un peu plus considérée comme un frein acceptable par les leaders (44% de oui chez les leaders contre 34% dans le public) mais on aurait pu s'attendre à une différence plus importante.

Les réponses des leaders à la question : «Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique ?»

La propriété industrielle

Oui, tout à fait.....	20,7%
Oui, plutôt.....	22,9%
S/T Oui	43,6%
Non, plutôt pas.....	31,4%
Non, pas du tout.....	23,3%
S/T Non	54,7%
(NSP)	1,7%

L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public

Oui, tout à fait.....	20,5%
Oui, plutôt.....	21,6%
S/T Oui	42,0%
Non, plutôt pas.....	25,5%
Non, pas du tout.....	32,2%
S/T Non	57,7%
(NSP)	0,2%

Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication

Oui, tout à fait.....	18,6%
Oui, plutôt.....	24,0%
S/T Oui	42,6%
Non, plutôt pas.....	28,6%
Non, pas du tout.....	26,4%
S/T Non	54,9%
(NSP)	2,4%

Les engagements contractuels de l'expert

Oui, tout à fait.....	16,8%
Oui, plutôt.....	21,3%
S/T Oui	38,1%
Non, plutôt pas.....	28,8%
Non, pas du tout.....	29,2%
S/T Non	58,1%
(NSP)	3,9%

L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise

Oui, tout à fait.....	21,0%
Oui, plutôt.....	30,5%
S/T Oui	51,5%
Non, plutôt pas.....	26,7%
Non, pas du tout.....	19,7%
S/T Non	46,5%
(NSP)	2,0%

L'incertitude scientifique des résultats obtenus

Oui, tout à fait.....	28,9%
Oui, plutôt.....	33,1%
S/T Oui	62,1%
Non, plutôt pas.....	23,1%
Non, pas du tout.....	14,3%
S/T Non	37,4%
(NSP)	0,5%

La lutte contre le terrorisme

Oui, tout à fait.....	48,5%
Oui, plutôt.....	26,3%
S/T Oui	74,8%
Non, plutôt pas.....	14,7%
Non, pas du tout.....	9,4%
S/T Non	24,0%
(NSP)	1,2%

Le secret défense

Oui, tout à fait.....	44,9%
Oui, plutôt.....	24,3%
S/T Oui	69,2%
Non, plutôt pas.....	18,3%
Non, pas du tout.....	11,5%
S/T Non	29,8%
(NSP)	1,0%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

(Tableau récapitulatif du % S/T Oui)

	Base :	
	395 leaders	1002 public
	% oui	
La lutte contre le terrorisme	74,8%	64,5%
Le secret défense	69,2%	54,9%
L'incertitude scientifique des résultats obtenus.....	62,1%	68,5%
L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.....	51,5%	58,3%
La propriété industrielle.....	43,6%	33,9%
Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication	42,6%	35,0%
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public	42,0%	47,0%
Les engagements contractuels de l'expert.....	38,1%	38,8%

Chapitre 4

La perception des structures pluralistes

Les structures pluralistes jugées utiles indéniablement par les leaders et le public

L'utilité des structures pluralistes (réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens) est indéniable pour les leaders (82% les considèrent utiles) comme pour le public (91%).

Ces structures de dialogue doivent, aux yeux des leaders, rassembler une multitude d'acteurs avec en premier lieu les acteurs politiques et scientifiques : les pouvoirs publics (98% jugent qu'ils doivent être invités à y participer), les élus locaux (94%), les médecins (96%) et les scientifiques du monde universitaire (95%).

Y sont également conviés, mais de manière légèrement moins franche, les industriels (91%), les personnes exposées aux risques (89%), les associations (nationales : 85% ; locales : 79%) mais aussi des représentants de l'Académie des sciences (82%), des juristes (82%) et des membres de commission d'information (80%). Enfin, sont moins cités mais toujours majoritairement considérés comme acteurs de la concertation, les journalistes, les citoyens et les représentants de syndicats (respectivement 73%, 67% et 63%).

Pour le public, comme pour les leaders, une grande variété d'acteurs est attendue pour ce type de structure. Ceci ne fait que confirmer la forte utilité qu'ils expriment à son égard. Les associations locales et les personnes exposées au risque sont parmi les acteurs les plus attendus par le public, encore plus que pour les leaders qui, pour leur part, privilégient les associations écologistes nationales plutôt que les locales.

La pluralité, un véritable outil d'aide à la décision et à la communication pour les leaders, un véritable outil de lutte contre le risque pour le public

Tout comme les acteurs invités à y participer, les avantages d'une telle structure de concertation sont multiples d'après les leaders d'opinion. La majorité des avantages cités récoltent plus de 90% de réponses positives.

Il s'agit, à l'unanimité, « d'améliorer la communication des résultats » (96%) et « d'éclairer le décideur sur les différentes options » (95%). Il s'agit également « de rendre plus crédible l'expertise » (93%) et « d'avoir accès à des informations fiables » (92%), ainsi que « de faire émerger de nouveaux points de vue et idées » (94%) et « de mieux définir la question à étudier » (86%).

Deux avantages se démarquent avec moins de 90% de réponses : améliorer l'expertise (79%) ou contribuer à réduire les risques (79%) qui sont au contraire les plus cités par le public.

Pour celui-ci, intégrer plusieurs acteurs à l'exercice de l'expertise permet d'abord d'apporter un plus dans la lutte face au risque alors que la motivation principale des leaders semble d'améliorer la qualité de l'information des citoyens.

Les réponses des leaders à la question et du public : « Des structures de dialogue réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper de certaines situations à risques seraient, selon vous... » (1/3)

	Base :	
	325 leaders	
Très utiles.....	33,8%	
Plutôt utiles.....	48,5%	
S/T Utiles.....	82,3%	90,9% (Base public : 911 personnes)
Plutôt inutiles.....	12,5%	
Très inutiles.....	4,0%	
S/T Inutiles.....	16,5%	6,9% (Base public : 911 personnes)
(NSP).....	1,2%	

Les réponses des leaders à la question : « Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure ? » (2/3)

(Base : les 325 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

Des médecins		Des citoyens	
Oui.....	95,9%	Oui.....	67,3%
Non.....	3,8%	Non.....	31,7%
(NSP).....	0,3%	(NSP).....	1,1%
Des représentants de l'Académie des sciences		Des industriels	
Oui.....	81,9%	Oui.....	91,1%
Non.....	17,4%	Non.....	7,8%
(NSP).....	0,6%	(NSP).....	1,1%
Des associations locales		Des personnes exposées au risque	
Oui.....	78,9%	Oui.....	88,8%
Non.....	19,6%	Non.....	11,2%
(NSP).....	1,5%	(NSP).....	.
Des associations nationales		Des membres des commissions d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)	
Oui.....	85,1%	Oui.....	79,5%
Non.....	13,9%	Non.....	15,4%
(NSP).....	0,9%	(NSP).....	5,2%
Des représentants des syndicats		Des scientifiques du monde universitaire	
Oui.....	63,4%	Oui.....	95,0%
Non.....	36,1%	Non.....	4,4%
(NSP).....	0,5%	(NSP).....	0,6%
Des journalistes		Des juristes	
Oui.....	73,4%	Oui.....	82,5%
Non.....	25,7%	Non.....	16,9%
(NSP).....	0,8%	(NSP).....	0,6%
Des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalités,...)		Des Pouvoirs publics au niveau national ou local	
Oui.....	93,5%	Oui.....	98,0%
Non.....	5,9%	Non.....	1,6%
(NSP).....	0,5%	(NSP).....	0,3%

Les réponses des leaders à la question et du public : «Et quels seraient selon vous les avantages de telles structures ?» (3/3)

(Base : les 325 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

Contribuer à réduire les risques

Oui, tout à fait.....	38,6%
Oui, plutôt.....	40,1%
S/T Oui	78,7%
Non, plutôt pas.....	16,9%
Non, pas du tout.....	4,0%
S/T Non	20,9%
(NSP).....	0,3%

Avoir accès à des informations fiables

Oui, tout à fait.....	48,2%
Oui, plutôt.....	43,9%
S/T Oui	92,1%
Non, plutôt pas.....	6,9%
Non, pas du tout.....	0,5%
S/T Non	7,4%
(NSP).....	0,5%

Mieux identifier les risques

Oui, tout à fait.....	48,3%
Oui, plutôt.....	43,4%
S/T Oui	91,7%
Non, plutôt pas.....	6,4%
Non, pas du tout.....	1,9%
S/T Non	8,3%
(NSP).....	.

Faire émerger de nouveaux points de vue et idées

Oui, tout à fait.....	54,1%
Oui, plutôt.....	39,4%
S/T Oui	93,6%
Non, plutôt pas.....	4,7%
Non, pas du tout.....	1,5%
S/T Non	6,2%
(NSP).....	0,3%

Eclairer le décideur sur les différentes options

Oui, tout à fait.....	58,1%
Oui, plutôt.....	37,3%
S/T Oui	95,4%
Non, plutôt pas.....	2,9%
Non, pas du tout.....	1,2%
S/T Non	4,1%
(NSP).....	0,5%

Améliorer la qualité de l'expertise

Oui, tout à fait.....	40,9%
Oui, plutôt.....	38,4%
S/T Oui	79,2%
Non, plutôt pas.....	17,0%
Non, pas du tout.....	3,5%
S/T Non	20,5%
(NSP).....	0,3%

Mieux définir la question à étudier

Oui, tout à fait.....	47,5%
Oui, plutôt.....	38,2%
S/T Oui	85,7%
Non, plutôt pas.....	12,1%
Non, pas du tout.....	1,9%
S/T Non	14,0%
(NSP).....	0,3%

Améliorer la communication des résultats

Oui, tout à fait.....	60,8%
Oui, plutôt.....	34,7%
S/T Oui	95,5%
Non, plutôt pas.....	3,4%
Non, pas du tout.....	0,6%
S/T Non	3,9%
(NSP).....	0,5%

Rendre plus crédible l'expertise

Oui, tout à fait.....	54,3%
Oui, plutôt.....	38,9%
S/T Oui	93,1%
Non, plutôt pas.....	4,5%
Non, pas du tout.....	2,1%
S/T Non	6,6%
(NSP).....	0,3%

Comparaison des réponses des leaders à celles du public

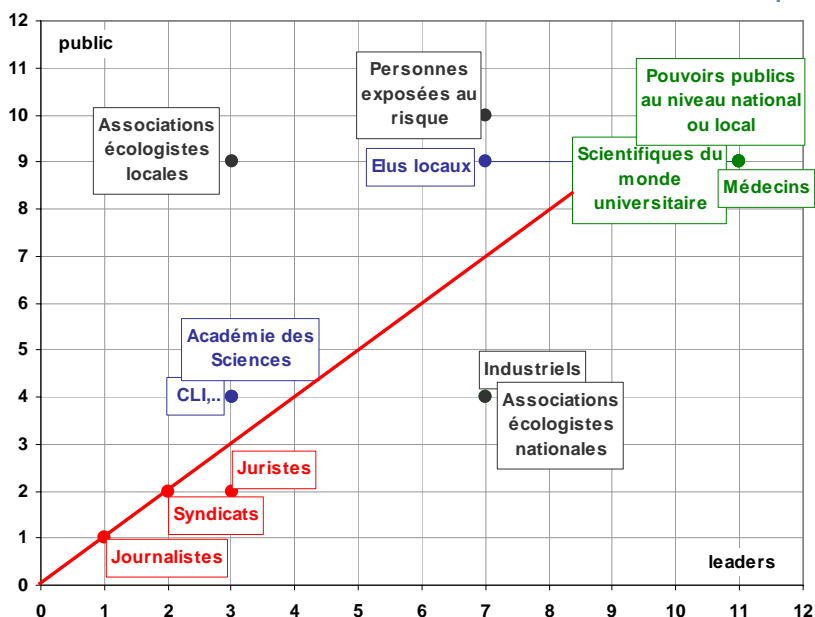
Tableau récapitulatif du % Oui à la question « Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure ? »

(Base : les 325 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

(Base : les 911 personnes du public jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

	Base :	
	395 leaders	1002 public
Autour de 95 % de « oui »		
des Pouvoirs publics au niveau national ou local	98,0%	90,8%
des médecins.....	95,9%	92,9%
des scientifiques du monde universitaire.....	95,0%	86,6%
Autour de 90 %		
des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalités,...)....	93,5%	89,9%
des industriels.....	91,1%	82,7%
des personnes exposées au risque	88,8%	94,6%
des associations écologistes nationales.....	85,1%	84,3%
Autour de 80 %		
des juristes.....	82,5%	68,6%
des représentants de l'Académie des sciences.....	81,9%	77,2%
des membres des commissions d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.).....	79,5%	82,4%
des associations écologistes locales	78,9%	84,7%
Autour de 70 %		
des journalistes.....	73,4%	66,1%
des citoyens.....	67,3%	(non proposé)
Autour de 60 %		
des représentants des syndicats	63,4%	53,2%

Le diagramme public-leaders des acteurs à inviter dans des structures pluralistes



Chaque acteur est rangé en fonction de son classement obtenu aux % de oui à la question « Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure ? ». par les leaders (axe horizontal) et par le public (axe vertical). Pour mieux évaluer ces classements, les acteurs obtenant des % égaux - une fois arrondis à la dizaine - ont obtenu un rang égal. On obtient alors le graphique suivant où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui obtiennent le même rang par le public et par les leaders. En dessous de la diagonale, ceux auxquels les leaders accordent plus d'importance et au-dessus de la diagonale, ceux auxquels le public accorde plus d'importance.

Tableau récapitulatif du % Oui à la question « Et quels seraient selon vous les avantages de telles structures ? » (Base : les 325 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

		(classement ²)
95% et plus		
Améliorer la communication des résultats	95,5%	(1 ^{er})
Eclairer le décideur sur les différentes options	95,4%	(1)
Entre 90 et 95%		
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	93,6%	(3)
Rendre plus crédible l'expertise	93,1%	(3)
Avoir accès à des informations fiables	92,1%	(3)
Mieux identifier les risques	91,7%	(3)
Mieux définir la question à étudier	85,7%	(3)
Moins de 90%		
Améliorer la qualité de l'expertise	79,2%	(8)
Contribuer à réduire les risques	78,7%	(8)

Baromètre IRSN 2008 : modalités de réponse différentes : la personne interrogée choisissait deux avantages parmi ceux proposés. Ce sont les résultats cumulés qui sont présentés ici. Base : 911 individus jugeant utile la mise en place de structures de concertation.

		(classement ²)
Autour de 40%		
Mieux identifier les risques	36,9%	(1)
Contribuer à réduire les risques	36,1%	(1)
Autour de 20%		
Avoir accès à des informations fiables	23,9%	(3)
Améliorer la qualité de l'expertise	21,6%	(3)
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20,3%	(3)
Rendre plus crédible l'expertise	15,9%	(3)
Autour de 10%		
Eclairer le décideur sur les différentes options	13,9%	(7)
Améliorer la communication des résultats	13,5%	(7)
Mieux définir la question à étudier	11,0%	(7)
Ne sait pas	6,8%	

² Le classement a été effectué à partir des pourcentages arrondis à la dizaine. Les ex-aequo obtiennent la même place.